

Article rédigé par *Becquérieux*, le 21 juillet 2016

Vous vous direz sans doute que je suis un peu fainéant de m'en tenir, pour tout commentaire du massacre de Nice, à une courte citation de Carl Schmitt. En même temps, elle dit tout, et c'est à peu près tout ce que les événements m'inspirent. L'Etat est tenu par un mélange de cyniques et de branquignoles. Bien sûr, on est loin de De Gaulle, mais sans aller jusque là, on est même très loin de Guy Mollet. Nous ne sommes pas protégés, pas défendus. Le pouvoir n'a plus aucune légitimité. Je ne parle pas de la légitimité des urnes, non c'est bien plus grave, bien plus radical : il n'a plus la légitimité fondamentale de tout pouvoir, élu ou non élu : *il ne protège plus le peuple*. Nous n'avons plus aucune raison de le respecter, ni même de lui obéir. Nous sommes fondés à reprendre nos billes. Il va falloir se débrouiller tout seuls.

Pour le reste, l'effet de répétition me rend sec. Sur les causes, et donc sur le traitement, j'ai l'impression d'avoir déjà dit l'essentiel de ce que je pense ([ici](#), [là](#) et [là](#)). Qu'ajouter de plus? Que tout se déroule comme prévu? Oui, sans doute.

Quelques mots tout de même. D'abord, il y a les causes profondes, anciennes, enkystées. Trente ans d'immigration de peuplement non assimilée; trente ans d'apprentissage de la haine de la France matin midi et soir dans les écoles et sur toutes les antennes; trente de laxisme pénal déchaîné. Quand un arbre a poussé de travers pendant trente ans, on ne décrète pas son redressement. D'ailleurs, qu'on se rassure, sur ce plan rien n'est entrepris. On continue. On accélère même. Ensuite, il y a les causes prochaines, comme on disait au 17ème siècle. Au premier rang desquelles, une politique étrangère inepte et criminelle. Là non plus, pas de revirement en vue. Donc, aucune amélioration à attendre. Au contraire. Ce qu'il faudrait faire ? En vrac. D'abord, les mesures durables :

- Retrouver la politique étrangère traditionnelle de la France au Moyen-Orient; se retirer de ce borbier créé par l'Empire otomanien.
- Stopper l'immigration
- Supprimer l'acquisition automatique de la nationalité par la naissance
- Interdire la bi-nationalité
- Instaurer la préférence nationale en toutes matières sociales
- Rétablir le contrôle aux frontières
- Rétablir le service militaire obligatoire
- Construire 30 000 places de prisons et appliquer strictement le code pénal contre la délinquance et le crime (après abolition des lois Dati et Taubira)
- Interdire l'UOIF

Mesures temporaires dans le cadre de la "Guerre":

- Mettre en détention administrative de tous les activistes islamistes connus des services (à Cayenne).
- Réinstaurer la Cour de Surêté de l'Etat avec peine de mort pour participation à des activités terroristes.
- Retirer l'Armée de Terre des gares et autres lieux publics : confier les missions de gardiennage à des

société privées ou à la Gendarmerie selon les cas

- Envoyer l'Armée de Terre dans les "zones de non-droit" ("Bataille d'Alger" bis), arrestations des trafiquants; rétablissement de l'ordre dans ces zones; couvre-feu.
- Interdire tout rassemblement important sur la voie publique.